

COMPTE-RENDU DU DEBAT

REGROUPEMENT DE L'ECOLE VOLTAIRE

PREALABLE

En préalable à cette réunion, les parents s'étaient concertés pour une mise au point :

- Ce débat est biaisé puisque les orientations ont déjà été prises.
- La sincérité du débat est mise en doute, mais les parents acceptent de jouer le jeu car ils croient à l'Ecole Nationale, Publique, Laïque, Libre et Gratuite pour tous.

REUNION DU MARDI 9 DECEMBRE 2003

QUESTION 5

Les parents peuvent-ils juger des matières fondamentales ? Quelles sont-elles ?

Les enseignants peuvent tout enseigner grâce aux échanges de service et aux décroisements.

Ne risque-t-on pas d'être trop restrictif avec risque de bachotage ?

On veut nous faire entériner l'idée que l'on favoriserait la qualité dans les matières dites "fondamentales", alors que pour les autres, il y aurait appauvrissement à cause de différents intervenants mal payés et peu formés.

En fait, toutes les matières sont fondamentales. De plus, qu'en est-il de l'école Maternelle exclue du débat et qui cimenterait pourtant la scolarité future des enfants.

CONSTAT

L'école ne va pas si mal. De plus les enseignants réfléchissent depuis déjà longtemps sur l'état de notre école. Ce qu'il faudrait ce sont des moyens

supplémentaires pour l'aider : Personnel formé par l'Education Nationale en théâtre, informatique, sport, arts plastiques et visuels etc.... et cette demande émane des parents.

Nous oblige-t-on à travers ce grand débat à justifier un semblant de Démocratie ?

La crainte est que le Gouvernement ne prenne en compte que l'aspect négatif de cette concertation pour in fine décentraliser et privatiser l'école.

Parlons de la précédente Loi d'Orientation de 1989 à laquelle tout le monde est attaché, puisqu'elle repose sur :

- L'enfant au centre de l'apprentissage,
- La prise en compte de la diversité des parcours,
- La prise en compte de son rythme d'apprentissage,
- Le travail par Cycles.

QUESTION 12

L'Ecole n'est pas un lieu de consommation.

Pour ce qui est du partenariat :

- Avec les parents : OUI. Ils doivent rentrer dans l'école, mais en restant à leur place, sans interférer dans les domaines qui ne sont pas les leurs : la pédagogie ou les choix didactiques.

- Partenariat culturel : Il est le bienvenu si c'est pour enrichir l'enfant (danse, théâtre, etc.)

- Partenariat investisseurs privés : NON. Pas de sponsoring dans notre école. L'ECOLE DOIT RESTER NATIONALE ET INDEPENDANTE.

Un partenariat bien pensé qui permette une égalité pour tous et non pas offert aux écoles qui en ont les moyens.

L'école possède déjà ses partenaires institutionnels : l'État, les Collectivités Locales (problèmes à ce niveau car l'égalité n'existe pas...).

Il faut un équilibre sur tout le territoire national.

QUESTION laissée au libre choix des intervenants.

Pas de réponse aux questions 21 et 22 qui ne concernent que les professionnels de l'éducation. Même si l'on doit reconnaître que les parents, en tant que citoyens pourraient avoir un droit de regard sur la carrière des enseignants. Ne devraient-ils pas être tenus au courant de la formation des enseignants ?

Les parents pensent que tout le monde ne peut être enseignant : il n'y a pas que le savoir, l'intellect, il y a aussi l'affectif, le charisme. Pas de réponse à la question 19 éminemment dangereuse car elle nie le principe d'égalité. On veut nous faire accréditer l'idée d'un classement des établissements et à terme une privatisation de l'éducation.

La question 18 est un non sens pour ceux qui croient à l'Ecole Publique Nationale. Le choix s'est porté sur la question 20 car elle permet de prolonger les autres.

Quels moyens doit-t-on donner à l'école pour qu'elle fonctionne correctement ?

Pas de décentralisation : Egalité de moyens et redistribution sur le territoire, Gratuité, Rééquilibrage des écoles dans nos villes et nos quartiers.

Moyens Humains : Assistants d'Education, RASED..., importance de tout le personnel para-scolaire.

Formation des surveillants. Prévention :

travailleurs sociaux. Prise en charge des enfants en difficulté dès la maternelle. Moyens d'intégration pour les enfants handicapés (auxiliaires de vie...).

Moyens pour la formation des enseignants : nouvelles disciplines (informatique, langues vivantes), enfants handicapés sans suppression des centres spécialisés. Offrir aux enseignants des stages adaptés dans une société en crise.

CONCLUSION :

Il n'y avait que cinq parents présents et une quarantaine d'enseignants dont certains n'étaient là que par respect vis à vis de ces mêmes parents, mais qui ont refusé de répondre aux questions.

Cette participation s'explique par le fait que les parents, dans leur grande majorité, font confiance à l'école (et non par défiance envers le corps enseignant).

Les enseignants étaient soumis à un devoir de réserve, ce qui est un non sens dans un débat.

Les parents se sont insurgés contre ce musellement imposé par la hiérarchie.

REUNION DU SAMEDI 13 DECEMBRE 2003

QUESTION 6

Nous sommes tous attachés au découpage par cycles qui permet le parcours différencié des élèves et de leur rythme d'apprentissage.

Faut-il encourager la semaine des quatre jours ?

- Il y a de plus en plus de samedis vauqués.

- L'absentéisme du samedi est important, mais cette demi journée permet aussi le rattrapage ou la consolidation du travail de la semaine.

- La libération du samedi favorise la vie familiale surtout chez les enfants dont les parents sont séparés ou les familles mono-parentales dont les parents travaillent.

L'apprentissage personnalisé n'est possible que lorsque l'effectif est compris entre 20 et 25 élèves maximum. Dans ce cadre là, le décloisonnement s'avère plus profitable.

Les journées sont parfois trop longues surtout en maternelle (accueil du matin + cantine + accueil du soir).

Comment sensibiliser les parents sur le fait que l'enfant a besoin d'être sorti de la collectivité pour se reposer et tirer le maximum de bénéfice des apprentissages sur le temps scolaire ?

Certains secteurs scolaires aberrants (école trop éloignée du domicile) ne favorisent pas le retour dans les familles pour le temps du repas.

QUESTION 17

Rythmes scolaires Cf. Question 6

Si la semaine de quatre jours est adoptée le rattrapage devra avoir lieu uniquement sur les grandes vacances.

Santé

Les médecins scolaires doivent rester attachés à l'Education Nationale avec des créations de postes pour des visites médicales régulières et systématiques. L'éducation alimentaire et les règles d'hygiène personnelle doivent être traitées à l'école.

Cantine

Il faut trouver un statut valorisant pour les animateurs et obtenir du matériel adapté et suffisant.

Bâtiments

Il est nécessaire de préserver le patrimoine immobilier et de donner les moyens de l'entretenir afin d'assurer les conditions indispensables d'hygiène et de sécurité.

Engagement des élèves

Les élèves doivent participer à l'élaboration du règlement intérieur, le respecter en fonction des barèmes de sanctions établis en communs. Ils doivent également participer au Conseil des Élèves de l'école et aux élections de délégués au Conseil Municipal d'Enfants, ainsi qu'à l'embellissement des bâtiments et des locaux par des réalisations artistiques.

Questions libres du chapitre 3

Nous refusons de répondre aux questions 18, 19, 21 et 22 qui concernent la décentralisation.

POINTS FORTS

- Poursuivre en l'améliorant la loi d'orientation de 1989 qui va dans le bon sens.
- Veiller à ce que l'Ecole reste un lieu de neutralité religieuse, politique, de brassage social et d'ouverture.
- Refuser les inconvénients de la décentralisation et l'évaluation des établissements.

CONCLUSION

Quel était l'intérêt d'un tel débat étant donné le peu de participants, le fait qu'il n'était pas à la portée de tout le monde et le sentiment que l'on ne tiendra pas compte, une fois de plus, de nos réflexions ?